

CONSEIL EUROPÉEN EXTRAORDINAIRE DU 19 MARS

COMMENT SURMONTER LES DIVERGENCES ?

A la demande du Président français et de la Chancelière allemande, le Premier ministre tchèque Mirek Topolanek, président de l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier, a convoqué un Conseil européen le dimanche 1^{er} mars à Bruxelles.



Mirek Topolanek et Nicolas Sarkozy.

POUR une demi-journée de travail, l'ordre du jour était chargé : les difficultés de l'Europe de l'Est, les différents plans de relance et la préparation du G20, la relance du crédit bancaire. En fait, il s'agissait avant le Conseil européen de printemps, les 19 et 20 mars, de faire taire les récriminations des uns et des autres et de montrer à l'opinion publique européenne que l'Union européenne était bien unie. Les élections européennes prévues en juin approchant, il faut montrer aux peuples que leurs dirigeants s'intéressent à leur sort en ces temps de crise.

Rien n'a été vraiment décidé et la déclaration finale a été un acte de foi dans «le libre-échange et la libre circulation, clef de voûte du marché unique» et «l'assurance de la détermination des chefs d'Etats et de gouvernement à sauver le crédit bancaire toujours grippé».

Comme au G7, deux semaines auparavant, le cap a été maintenu sur le libéralisme contre «toute intervention protectionniste», c'est-à-dire toute mesure privilégiant l'emploi et le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le mini sommet des pays de l'Est

Le dimanche matin précédant le Conseil européen, avait lieu un mini sommet des pays d'Europe centrale et orientale (ancienne PECO) nouvellement entrés dans l'Union européenne, la «Nouvelle Europe» chère à G. W. Bush. Cette réunion convoquée par le Premier ministre tchèque à la demande de la Hongrie et de la Pologne afin d'obtenir l'aide de l'Union européenne pour surmonter la crise financière que connaissent ces pays.

Le Premier ministre (socialiste)

hongrois Ferc Gyurcsany y a plaidé l'exigence d'un programme de soutien aux pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004, déclarant : «Nous ne devrions pas permettre qu'un nouveau rideau de fer divise l'Europe en deux cinq ans après l'élargissement de l'Union européenne à l'Est et dix ans après la chute du communisme». Celui qui, après son élection, a avoué, provoquant la colère de ses concitoyens leur avoir menti sur ses intentions, afin d'être élu, a un fameux culot.

Au nom des réformes, il a accéléré le processus de privatisation soldant son pays aux firmes étrangères, s'est attaqué aux retraites, au marché du travail, appauvrissant les travailleurs de son pays. En fait la Hongrie, tout comme la Lettonie, est au bord de la faillite et manque de liquidités.

Cette situation provient d'une politique de rachat des banques locales par les grandes banques des pays de l'Ouest : les banques autrichiennes sont très présentes et ont prêté 201 milliards d'euros à ces pays. Sont présentes aussi les banques allemandes, italiennes et françaises (la Société Générale). Ces banques rapatrient une partie de leurs capitaux pour limiter les pertes d'où la contraction du crédit et le manque de liquidités, alors que la dette de ces pays s'est creusée.

Cette situation de quasi-faillite n'est pas propre aux pays de l'Est. Dans «l'ancienne Europe», la situation de la Grèce, de l'Irlande, est aussi catastrophique.

Pour régler les difficultés financières, le FMI, à la demande de l'Union européenne a accordé un prêt à la Hongrie ainsi qu'à la Lettonie, en échange d'une politique d'austérité accrue (baisse des salaires, non-respect du code du travail).

Ferc Gyurcsany a proposé la création d'un programme de stabilisation et d'intégration pour

l'Europe de l'Est, de 160 à 180 milliards d'euros provenant : du FMI, de la BEI (banque européenne d'investissement) ; de la BCE (banque centrale européenne) et de la BERD (banque européenne pour la reconstitution et le développement).

Le Conseil européen a refusé ce plan, Mirek Topolanek a estimé que la situation des pays de l'Est n'était pas la même et donc qu'il fallait agir au cas par cas. Les banques européennes, par ailleurs, ne veulent aller au-delà de 20,5 milliards d'euros.

Une deuxième proposition de la Hongrie, soutenue par la Pologne, n'a pas non plus obtenu l'assentiment de tous les participants. La Hongrie proposait d'accélérer l'intégration dans la zone euro (15 pays de l'Union européenne actuellement) afin que les pays de l'Est puissent bénéficier du «parapluie de la monnaie unique».

Il faut, en effet, que les taux de change de la monnaie de ces pays par rapport à l'euro ne puisse être inférieur à 15 % et respecter les critères de Maastricht (déficit stable - dette - inflation) qui ne sont plus respectés par ailleurs par les membres de l'eurogroup, mais dont on exige le respect pour les pays candidats.

Ces pays, ainsi en Pologne, où le taux de chômage est passé de janvier à février de 9 à 10,5 % et pourrait atteindre 15 % à la fin de l'année. Sur les 1,5 million de Polonais travaillant à l'étranger, 200.000 sont rentrés.

Rejet du «protectionnisme»

Nicolas Sarkozy avait revendiqué l'élaboration d'un plan européen de soutien à l'automobile. Cette proposition a été repoussée, mais en revanche, le plan français pour l'automobile a été approuvé dès samedi par la Commission en échange de garanties à savoir que «les conventions de prêts ne

contiennent aucune condition de localisation».

Cette approbation du plan français a mis fin à la polémique qui s'est développée entre le Premier ministre tchèque, le Président de la Commission européenne et Nicolas Sarkozy sur le protectionnisme dont aurait fait preuve le Président français.

Dans une de ses nombreuses prestations télévisuelles, Nicolas Sarkozy avait affirmé que l'argent donné aux deux constructeurs automobiles (plus de 6 milliards) était destiné à sauvegarder l'emploi et que ces derniers devaient s'engager à ne pas délocaliser «en Tchéquie ou ailleurs» d'où l'accusation de protectionnisme.

Dans sa conférence de presse, lors du sommet européen, autre explication de Nicolas Sarkozy : l'argent donné aux deux constructeurs sert à l'Union européenne toute entière. Les contribuables français apprécieront, quant aux travailleurs de PSA et de Renault, ils avaient déjà apprécié quelques jours après la déclaration présidentielle l'annonce de 6.000 suppressions à PSA et de «4.000 départs volontaires» chez Renault.

Au demeurant, la France n'est pas seule en cause, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Suède et l'Italie et même dans une moindre mesure la Roumanie, le Portugal et la Slovaquie ont aussi adopté des mesures d'aide au secteur automobile.

Rappelons que PSA a des filiales gérant des usines de montage en République tchèque et en Slovaquie et que Renault possède l'Usine Dacia en Roumanie. L'industrie automobile allemande est implantée en Slovaquie, en République tchèque, en Hongrie et en Pologne. La société italienne Fiat est en Pologne...

A l'automne 2008, la Commission européenne, dans son plan de relance de l'économie, avait prévu l'octroi d'aides d'Etat au secteur automobile pour faciliter le développement de véhicules écologiques. La BEI est d'accord pour débloquer des prêts à l'industrie automobile. Le FSE (fonds social européen) et le FEM (fonds européen d'ajustement à la mondialisation) peuvent également intervenir.

Le Premier ministre suédois Fredrik Remfeld, dont le gouvernement a par ailleurs consacré 2,65 milliards d'euros au sauvetage de Valéo et de Saab (filiale de la General Motors) a déclaré : «se prendre des emplois les uns des autres n'est pas une solution, il faut plutôt réduire la capacité de production». Selon lui les usines européennes peuvent produire 18 millions de voitures alors que la demande a baissé à 11 ou 12 millions.

Conclusion : il faut réduire la production, restructurer le secteur en supprimant des emplois voire même des unités de production, des sites entiers.

Question : qui va être touché ? En France, les ouvriers de Flins et

le Mans ont déjà réagi aux menaces de suppression d'unités de production. Mais en même temps, tous les ouvriers sont touchés par le chômage partiel et les bas salaires.

Tout en défendant les grandes firmes automobiles, les dirigeants tentent d'opposer les travailleurs de chaque pays, en déclarant condamner le nationalisme économique et le protectionnisme et en réaffirmant soutenir le libre échange, la libre circulation de capitaux et des personnes.

«Il faut, dit Ferc Gyurcsany, unifier l'Europe financièrement et économiquement». Il songeait à l'euro et non au dumping social.

Les décisions : une unité de façade

Le seul accord concret du sommet a été l'adoption d'un accord-cadre sur les actifs toxiques (c'est à dire les actifs invendables et qui n'ont donc plus de valeur). Au G7, Dominique Strauss-Kahn, le directeur du FMI avait proposé de créer des «banques poubelles», une solution qui consisterait à faire payer aux clients des banques et des contribuables la liquidation de ces actifs toxiques.

L'accord cadre prévoit de laisser à chaque pays le choix de la méthode de traitement : «banque-poubelle» ou système de garantie. Cependant, un cadre commun européen encadrera ce type d'intervention afin d'éviter les distorsions. Par ailleurs, des mesures de supervision financière en Europe ont été décidées, notamment la surveillance des paradis fiscaux.

Le sommet des 19 et 20 mars fera le point de ces décisions et mesures afin de proposer une action concertée au niveau international lors du G20 de Londres le 2 avril.

Les décisions montrent que l'union européenne n'a aucune démarche originale face à la crise mondiale. Elles sont dans la ligne du dernier G20, dans celle du G7. Il s'agit de prendre quelques mesures relativement peu importantes de régulation (paradis fiscaux, surveillance des autorités financières) afin de sauver le capitalisme et d'affirmer le libéralisme.

Un Conseil européen pour rien ?

Pas tout à fait, car, derrière l'accord de fond et l'unité de façade, les divergences existent qui tiennent à la situation économique particulière de chacun des pays.

Ces divergences se sont manifestées par des réunions particulières : réunion de l'eurogroup (15 pays ayant adopté l'euro) réunion du G4 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie) réunion du couple franco-allemand, mini-sommet de la PECO.

Il fallait donc une réunion affirmant l'unité de l'Union européenne, le traité de Lisbonne étant l'outil pour assurer cette unité.